Il y a la crise de l'Euro, il y a la crise dite de la dette publique et un climat de crise économique en Europe, et, à titre plus général, au niveau mondial.

Mais en Allemagne, c'est plutôt l'essor économique. Certes, à la base il y a la performance allemande au niveau des exportations. Mais il y a aussi un abaissement du chômage (même si une bonne part des nouveaux emplois se situe dans le domaine des emplois précaires, et même si il y a beaucoup de manipulations dans la statistique officielle), une montée des projets de production et d'embauche dans le secteur privé et même une montée de la consommation privée de masse.

Comment cela est-il possible ? Peut-on en conclure, comme le font les « experts » de l'idéologie dominante, que la voie allemande doit servir de bon exemple pour les autres économies européennes, pour sortir de la crise ?

Evidemment, pour les championnats sur le terrain des exportations, ce sont nécessairement des jeux avec des gagnants et des perdants. Il est donc difficile d'en déduire une recette générale pour le bonheur de tous. Et puis, l'Allemagne a, pour être gagnante sur ce terrain, obtenu pendant de longues années un développement salarial stagnatif et négatif. De toute facon, pour les salaires réels, le salariat allemand se trouve en la fin du peloton.

A la base de cela, il a la politique dite de « l'Agenda 2010 », proclamée par le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder, chef du gouvernement de coalition avec les Verts, officiellement le 14 mars 2003. En 1999, une déclaration commune de Schröder avec Tony Blair avait déjà annoncé les couleurs.

Le but proclamé, c'était d'améliorer les conditions générales pour la croissance et l'emploi et de restructurer l'Etat de providence pour l'adapter aux nouvelles exigences. Puisque ceci était lié à

une réduction des dépenses publiques et à des incursions sensibles dans les acquis sociaux, il y eut tout de suite des controverses publiques, y compris au sein du SPD et du parti des Verts, et des protestations de la part des syndicats et de divers mouvements sociaux.

Le 1er juin 2003, un congrès du SPD adopta quand-même le projet de « l'agenda 2010 » avec une majorité de 80% des délégués. La minorité tenta en vain une révision de la décision en faisant appel aux membres à la base. Et le 15 juin 2003, un congrès du parti des Verts l'adopta même avec une majorité d'à peu près 90% des délégués.

Les partis chrétiens-conservateurs (CDU/CSU) et libéraux (FDP) en opposition dans le temps appuyaient le principe de cette contre-réforme et soutenaient les décisions qui en découlaient. C'est pourquoi les vrais oppositionnels, ceux de gauche, parlaient, quant à eux, du « Parti Unique Néolibéral » formé de fait par les social-démocrates, les verts, les chrétiens-démocrates et les libéraux. Élue chancelière, Angela Merkel du CDU articula en fin novembre 2005 un grand « merci » explicite à Schröder pour avoir eu le « courage » de mettre en marche l'Agenda 2010 « pour adapter notre système de sécurité sociales aux nouveaux temps ».

L'application de « l'Agenda 2010 » se matérialisa dans toute une série de mesures visant à faciliter les investissements du capital privé, et les mesures les plus emblématiques se situaient dans le domaine du marché du travail. Au centre de cela, les contre-réformes dite « Hartz » d'après le nom de Peter Hartz, dans le temps directeur du travail de Volkswagen, un des tristement célèbres « experts » nommé chef de commission par Schröder pour élaborer les contre-réformes tout en leur donnant un semblant d'expertise scientifiquement « objective ». Oui, le même Peter Hartz condamné par un tribunal quelques années plus tard pour avoir systématiquement corrompu des délégués du personnel de Volkswagen, y compris leur président, à coup de pots de vins, de voyages de luxe et de prostituées.

La loi dite « Hartz » la plus féroce, c'est la loi « Hartz IV ». Elle réduisait le droit à l'allocation au chômage normale à douze mois (même si le sans-emploi en question avait travaillé des dixaines d'années avant de perdre son emploi). Et après, on ne touche que « L'allocation au chômage II – Arbeitslosengeld II », réduit au niveau de la « Sozialhilfe », c'est-à dire aux minimas sociaux définis à la baisse avec une cruauté dégeulasse invraisemblable. Pour les plus de 55 ans, ils ont droit à l'allocation au chômage normal pendant 18 mis – mais avant, c'était pour 32 mois ! Et pour toucher « Arbeitslosengeld II », il faut mettre à nu tout ce qu'on a et prouver qu'on a rien, et si on a quelque chose (même un gain à la lotterie ou un tableau hérité par grand-papa) la valeur en est déduit de l'allocation.

En même temps, les sans-emplois sont forcés d'accepter plus ou moins tout emploi, qui leur est « offert », même si cet emploi est sensiblement en-decà de leur qualification professionnelle, très mal payé et précaire.

Les mesures de « l'Agenda 2010 » encourageaient aussi à tous les niveaux les embauches pour les emplois précaires, qui, depuis, sont possibles « à la chaîne ». Et les licenciements, eux, sont facilités – le « hire and fire », jusqu'alors connu comme principe yankee, est institutionnalisé maintenant comme vertu des « temps nouveaux ».

Idéologiquement, on faisait croire l'opinion publique, que ce genre de « réforme » est nécessaire pour encourager les investissements, pour combattre le chômage et pour réussir dans le cadre de la concurrence globalisée. On faisait croire – et on continue à le faire – qu'il faut rendre le sort des sans-emplois plus dur, qu'il faut abaisser les minimas sociaux sensiblement en-dessous des salaires les plus bas, pour « inciter » les sans-emplois à accepter n'importe quel emploi (« toujours mieux que pas d'emploi du tout »).

Mais en fait, tout ce programme revient à rabaisser le niveau des salaires réels. En facilitant les licenciements, en démantelant tout ce qui protège les salariés contre l'arbitraire des patrons, on pousse les salariés à accepter n'importe quoi pour ne pas perdre leur emploi – travail plus longtemps, travailler plus durement pour moins d'argent en retour : Voilà la formule magique du « miracle allemand ». En termes marxiste, il s'agit d'élargir la production de la plus-value absolue (la plus-value relative étant produite parallèlement toujours et encore par la montée spectaculaire et séculaire de la productivité du travail) en élargissent la partie du temps de travail non-payée.

Il faudrait ajouter d'autres mesures, comme la privatisation partielle du système de pension et comme les privatisations de ce qui était, dans le « bon vieux temps » (des années 70) des services publics. Limitons nous ici à parler des ravages que ces « réformes » ont faits et continuent à faire dans le domaine de la santé.

Dans beaucoup de domaines, les assurés sont appelés à payer de leur poche, comme pour

beaucoup de soins dentaires. On reconnait maintenant, comme dans le « mauvais vieux temps », dans le 19ème siècle et dans la première moitié du 20ème siècle, le statut social par un triste sourire, par lequel un contemporain nous montre ses dents, ou ce qui en est resté.

Quand on va à la pharmacie pour se procurer des médicaments prescrits par le médecin, on « s'associe » au frais (« Zuzahlung »), on paye une beaucoup plus grande partie de la note qu'il y a encore quelques années. Et quand on consulte un médecin, on paye une « Praxisgebühr » des dix Euros tous les trois moi.

Les « réformes » Hartz avaient, en leur temps de mis en place, suscité un mouvement de protestation large et vivant, qui, après des mobilisations spontanées et des manifestations organisée par des petits mouvements sociaux avec des succès assez spectaculaire, avaient été repris par le mouvement syndical. Plusieurs centaines de milliers, plus qu'un demi-million étaient dans la rue en l'an 2004.

Cela ne suffisait pas à faire reculer la bande à quatre, les dirigeants des quatre partis responsables pour les contre-réformes. Mais quand-même, ces mobilisations étaient un catalyseur pour une riposte au niveau politique : C'était la force motrice pour la création en l'an 2007 du parti Die Linke (La Gauche) par la fusion du PDS/Linkspartei (implanté essentiellement à l'est de l'Allemagne) avec le WASG, qui lui était le résultat de la rupture d'une certaine couche de la population (sans-emploi ayant travaillé pendant des décennies, des permanents de l'appareil syndical au niveau régional, des gens écoeurés par l'aspect anti-social féroce de la politique des partis établis) avec la social-démocratie à l'ouest du pays, et à dépasser durablement la cap des 5% dans des élections au niveau fédéral.

La nouvelle arme idéologique des possédants et des politiciens à leur service, c'est que la sortie de la crise de l'Euro et de la crise des finances publiques – qui découlent logiquement de tous les cadeaux fiscaux qu'on a fait au capital, aux riches et aux richissimes pendant tant d'années – ne serait possible qu'avec une politique d'austérité sévère avec, encore une fois de plus, des dépenses publics à la baisse : Pour reconquérir « la confiance des marchés financiers ».